

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 33 - JEUDI 7 MAI 2009

## Grand Paris et Sarkozy une vision passéiste

**L**e 29 avril, inaugurant l'exposition des dix projets issus de la consultation internationale d'architectes sur le devenir de l'agglomération parisienne, Nicolas Sarkozy a livré sa vision, rendu ses arbitrages. Intelligemment, il a désamorcé le conflit autour de la redéfinition institutionnelle de ce territoire. Exit pour le moment la fusion des départements de la petite couronne et de la ville centre dans une seule entité.

Cela fâchait tout le monde, élus de gauche et de droite, de la région comme des conseils généraux. « Il nous faut en réalité nous mettre d'accord sur une vision, définir un projet, avant de retenir un modèle d'administration. » Mais, prévient-il aussitôt « je n'accepterai pas l'immobilisme ». Donc commençons par le projet. Celui de Sarkozy est parfaitement cohérent avec sa vision du devenir de la région parisienne : une métropole mondiale, locomotive de l'attractivité et de la compétitivité française. Son projet phare, celui auquel il entend s'identifier – comme Pompidou à Beaubourg, Chirac au musée des arts premiers et Mitterrand à la grande bibliothèque – sera un métro aérien automatique, cerclant la métropole et reliant les principaux points d'attractivité de la région. 130 km, plus de 20 milliards. 12 ans de travaux.

On a beaucoup rapproché l'ère Sarkozy de celle conduite par Napoléon le petit : Sarkozy se situe bien dans cette veine « industrielle » qui se moque de la Princesse de Clèves et croit profondément à la civilisation de la production. Quand la région parisienne connaît une crise de développement lié à la croissance des inégalités sociales et territoriales, la réponse n'est pas culturelle, symbolique, quotidienne et concrète. Elle serait dans la vision sarkozyste, de l'ordre de l'investissement dans ce qui augmentera à nouveau l'attractivité internationale et économique de La Défense, de Saclay, de Roissy et d'Orly.

Ce projet pharaonique se fera bien sûr au détriment des investissements nécessaires à l'extension et l'amélioration des transports existants, en défaveur de la construction et de la rénovation du logement, en défaveur d'équipements de rang métropolitain qui permettent à tous de se sentir égaux dans la grande ville. Significatif : la cité judiciaire restera intra-muros (elle ira aux Batignolles) ; l'université de Dauphine quittera le 16<sup>e</sup> arrondissement pour... La Défense.

À cette vision purement capitaliste du développement, il faut opposer une vision plus égalitaire, dynamique et culturelle. Sarkozy lance un défi à la gauche. Serons-nous capables d'inventer une autre façon d'être moderne, sans exclure ?

● CATHERINE TRICOT

### LE MERLE MOQUEUR

Pas encore votée, la loi Hadopi connaît déjà son premier martyr : un salarié de TF1 licencié pour avoir exprimé à titre personnel son opposition à la loi. La liberté d'expression : un droit fondamental ou une commodité essentielle pour TF1 et l'actuel gouvernement français ? ●

### À LIRE SUR [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ [Territoires : quelles politiques, avec qui, pour qui ?](#)

→ [Le capitalisme a la fièvre porcine](#)

→ [OTAN-Répression-Suites](#)

**Le centre est de nouveau... au centre des débats. François Bayrou publie un brûlot anti Sarkozy. François Hollande veut causer avec lui et Laurent Joffrin, le directeur de *Libération* se fend d'un long article (et d'une Une du quotidien) pour expliquer: « *La grande coalition de l'après-sarkozysme, républicaine, sociale et écologiste, deviendra au fil du temps une nécessité sauf à se résigner à la reconduction du président monarque* ». Depuis les mains tendues par Ségolène Royal, la perspective d'une alliance PS-Centre gagne mois après mois en consistance. Eclairages historiques pour un débat très actuel.**

La Révolution française a polarisé l'espace politique dans la dualité de la gauche et de la droite et, dès les origines, a libéré de ce fait un espace intermédiaire, où se réfugient ceux qui ne veulent pas se déterminer et qui, se faisant, constituent une masse d'appoint pour l'un ou l'autre camp. Au plus fort de la Révolution, au temps de la grande Convention, le centre était appelé la « plaine » ou le « marais » : il appuie d'abord les Jacobins, pour se retourner contre eux un peu plus tard, en constituant la base du compromis bourgeois « thermidorien ».

En règle générale, le centre se porte bien quand la droite ou la gauche (ou quand la droite et la gauche) ne vont pas si bien. Dans la période de la guerre froide, quand les clivages politiques tendent à être obscurcis par le conflit de l'est et de l'ouest (« *Les communistes ne sont pas à gauche mais*

*à l'est* », s'exclame alors le socialiste Guy Mollet), le MRP centriste est... au centre des combinaisons ministérielles. Quand s'installe le système présidentiel de pente bipartisane, entre 1958 et 1962, alors que le PCF prône l'union de la gauche face à une droite réunifiée par le gaullisme, la SFIO est

**Qui, dans la nouvelle constellation, donnera le ton: une gauche recentrée ou un centre gauchi ?**

d'abord tentée par une alliance avec le MRP: c'est la « Grande Fédération » proposée par Gaston Defferre. Mais dans ces années de radicalisation politique, l'union de la gauche a le vent en poupe: aux municipales de 1965, les alliances conduites par le PCF sont plus dynamiques que celles de l'alliance au centre. Fin de l'hypothèse

centriste pour une vingtaine d'années. Dès la fin des années soixante, les centristes de l'ex-MRP sont soumis à l'attraction irrésistible de la droite. Leur figure de proue, Jean Lecanuet, finit par se rallier à la majorité au pouvoir. Dans le même temps, l'axe du centre se déplace vers la droite: ce sont les héritiers des « indépendants » et non les branches du « christianisme social » qui tiennent le haut du pavé. En 1978, les formations dispersées de l'ancien centre se regroupent autour de Giscard dans l'UDF: le centre s'est ouvertement libéralisé.

Ce n'est pas que la tradition démocrate-chrétienne ait disparu du vocabulaire, mais la tonalité générale est celle de « la société libérale avancée » prônée par VGE: une société avancée « doit confier aux mécanismes du marché le soin de régler le fonctionnement de base de l'économie » (*Démocratie française*, 1976).

La fin des années 1990 va ●●●

## Le centre du débat (suite)

●●● redistribuer les cartes. D'abord parce que les effets désastreux du néolibéralisme revendiqué perturbent le bel ordonnancement de la droite : n'est-ce pas sur la thématique de la « fracture sociale » que Chirac se fait élire en 1995 ? Et, surtout, l'évolution de la gauche affecte en profondeur l'équilibre général des forces politiques. Alors que l'effondrement du soviétisme européen et le déclin continu du PCF affaiblissent en profondeur la gauche de gauche, le socialisme européen se laisse aller aux sirènes du social-libéralisme. La polarité de la gauche et de la droite est paradoxalement renforcée par la tendance croissante au bipartisme que révèlent les consultations électorales, les unes après les autres. Mais si la polarité fonctionne dans les représentations des électeurs, elle ne s'appuie plus sur des

distinctions de contenus aussi nettes qu'elles l'étaient dans les années soixante-dix. Le jeu de l'alternance au pouvoir a rapproché les pratiques gouvernementales de la gauche et de la droite : les différences ne disparaissent pas, mais elles s'estompent sur les marqueurs les plus discriminants de naguère, et notamment la place du public et de la redistribution sociale. Dès lors, pourquoi ne pas tenter, en isolant les forces supposées « extrêmes », de provoquer de nouvelles synergies, opposant désormais un pôle à droite franchement libéral et, plus à gauche, un pôle qui ne se définit pas par son antilibéralisme mais par son refus de trop d'ultralibéralisme ? D'un côté, le PS est tenté de cultiver son image gestionnaire (des socialistes ne sont-ils pas significativement placés à la tête des grandes institutions de ré-

gulation libérale des marchés ?). D'un autre côté, le centrisme bayrouien est tenté de se distancier de ses anciens alliés libéraux, pour retrouver les accents d'un christianisme social méfiant devant les valeurs de l'argent.

Les bases du rapprochement sont dès lors bien posées. Reste à expérimenter ses possibilités réelles, dans un espace de gauche qui garde ses préventions anciennes (du moins dans les générations supra quinquagénaires) à l'égard des alliances au centre. Et reste à savoir qui, dans la nouvelle constellation, donnera le ton : une gauche recentrée ou un centre gauchi ? « L'ordre juste » de Ségolène Royal, ou « la République faite pour protéger les plus démunis » de François Bayrou ? Devrions-nous nous résoudre à ce seul enjeu politique ?

● **ANTOINE CHÂTELAIN**

## La grande tentation centriste

La chute de la maison SFIO, à la fin des années soixante, avait sanctionné la mort du grand rêve centriste de la « Grande Fédération ». Jusqu'au milieu des années 1980, plus question de « recentrage », sinon dans les discours ambigus de la CFDT. Le recul du PCF relance les spéculations dans la seconde moitié des années quatre-vingt. En 1972, François Mitterrand avait justifié sa stratégie d'union de la gauche, devant ses collègues de l'Internationale socialiste, en expliquant qu'il voulait récupérer trois millions d'électeurs communistes. Aux européennes de 1984, il est près d'atteindre son pari : les communistes ont perdu la moitié de leurs voix entre 1979 et 1984. Celui qui s'était identifié à l'union de la gauche et au refus des combinaisons de « Troisième Force » se pose alors la

**Pour François Mitterrand alors, si le principal allié à gauche s'affaiblit, ne faut-il pas se poser la question d'une ouverture au centre ?**

question des dynamiques majoritaires. Si le principal allié à gauche s'affaiblit, ne faut-il pas se poser la question d'une ouverture au centre, d'autant plus envisageable que la droite elle-même est pénalisée par l'irruption du Front national ? La campagne présidentielle de 1988 se mène, pour François Mitterrand, dans cet esprit d'expérimentation qui nourrit sa « Lettre au Français » avant le premier tour. Le problème est que cette ouverture contribue à son succès présidentiel (tandis que le PCF accentue son calvaire électoral), mais bute sur le scrutin législatif. En juin 1988, le PCF se redresse de façon inattendue, tandis que les candidats de la nouvelle « majorité présidentielle » (dont le centriste Jean-Pierre Soisson) ne font pas le résultat escompté. Le PS se rêvait dans la position du grand parti quasi ●●●

## La grande tentation centriste (suite)

●●●unique de la gauche et doit se contenter de scores modestes.

La décennie suivante semble renvoyer aux orties l'expérimentation mitterrandienne du second quinquennat. La droitisation de fait du PS précipite son échec retentissant de 1993, tandis que le grand retour de la conflictualité sociale (avec le signal spectaculaire de 1995) ravive un authentique processus de radicalisation politique. Mais ce processus, cette fois, ne profite pas à un PCF qui, malgré une courte rémission électorale (entre 1995 et 1999), se trouve cruellement rejeté aux enfers de la présidentielle à deux reprises, en 2002 et 2007. La radicalisation post 1995 profite avant tout à l'extrême gauche : tandis que le PCF s'enlise dans la « gauche plurielle », les médias et l'opinion s'habituent à l'équation « gauche radicale » égale « extrême gauche ».

Cela suffit à relancer d'autant plus la tentation centriste : comment compenser le déclin communiste et la montée d'une extrême gauche qui peut occuper, à gauche, la fonction désstabilisatrice du Front

national à droite ? Le détachement de Bayrou par rapport à l'UMP de plus en plus sarkozysée permet alors de délier les plumes et les langues. Le déplacement des alliances n'est plus l'apanage de la seule « droite » du parti, des « sociaux-libéraux » assumés à la Jean-Marie Bockel. Ségolène Royal fait de cette hypothèse le cheval de bataille de son second tour contre Sarkozy. Mais Laurent Fabius lui-même, devenu curieusement la figue de proue de la gauche socialiste en 2004, laisse ses principaux lieutenants évoquer ouvertement la possibilité d'un rassemble-

ment de François Bayrou à Marie-George Buffet.

Le récent congrès de Rennes du PS a écarté la solution Royal, repositionnant le PS dans un discours de gauche, tout comme le PS de Lionel Jospin s'était démarqué de la méthode Tony Blair sans, dans la pratique, s'engager dans une pratique gestionnaire franchement différente de celle de son homologue britannique. Mais la politique a ses contraintes... Pour l'instant, la gauche est déséquilibrée. Le PS reste dominant, sans dynamique d'agrégation majoritaire bien prononcée. La gauche de la gauche est éclatée plus que jamais, avec un NPA qui occupe médiatiquement de devant de la scène et qui partage l'image de l'opposition maximale à Sarkozy avec... Ségolène Royal et François Bayrou. Pour l'instant, toujours, le NPA s'en tient à une position d'extériorité radicale à toute

perspective de rassemblement à gauche et durcit même son extériorité : le 1er mai, Olivier Besancenot était en Guadeloupe et pas à Paris.

Dans ce contexte, ne peut-on faire le pari que le PS sera plus ou moins contraint, l'éparpillement de la

**Ne peut-on faire le pari que le PS sera plus ou moins contraint, l'éparpillement de la gauche de gauche et son extériorisation s'accroissant, à s'engager dans un rapprochement mesuré avec le centre ?**

gauche de gauche et son extériorisation s'accroissant, à s'engager dans un rapprochement mesuré avec le centre ? Les propos de François Hollande sont en ce sens très annonciateurs. Que dit-il ? Que pour l'instant il s'agit de dialoguer sur les contenus, pour voir si les différences l'emportent sur les convergences avec François Bayrou. Mais il ajoute aussitôt : pourquoi ne pas envisager une extension de la méthode retenue aux municipales ? « *J'ai posé les principes d'une stratégie d'alliance pour le Parti socialiste lors des municipales : le rassemblement de la gauche sur un projet avec des partenaires liés par un contrat. C'est sur le respect de ces principes qu'ont été acceptées des alliances locales avec le Modem. C'est la même stratégie que je propose pour les scrutins à venir* » (L'Express du 17 avril).

Tout est dit. On a raison de couiner devant cette inquiétante évolution. On ferait mieux de la contrer. On n'y parviendra pas dans l'état actuel de la gauche de gauche.

● A.C.

Cerises est édité  
par les Communistes unitaires  
**contact.cerises@gmail.com**

Noyau : Gilles Alfonsi,  
Queues de Cerises : Antoine Châtelain Michèle  
Kiintz, Philippe Stierlin, Roger Martelli, Catherine  
Tricot, Arnaud Viviant

## Mexiico !

Le mythe est ce papier cadeau qui affiche et cache à la fois, ce grossissement et ce détachement du réel. Celui de la grippe porcine, devenue virus H1N1, puis grippe nord-américaine, puis mexicaine pour finir A aura eu un mérite : réhabiliter le masque dans cette période où la cagoule va être interdite quand il y aura foule. La ministre Mme Bachelot conseillera-t-elle donc un molleton stérile recouvrant bien la bouche et le nez, à tous les manifestants en bonnet phrygien ? Sortira-t-elle du Conseil des ministres du mercredi attifée de son rectangle vert cachant le masque de sa réforme qui médéfie les hôpitaux ?

Heureusement, il y a des experts es-grippes, autrement plus sérieux. Ils ont donc discuté du nom d'une grippe naissante. Cela fait partie de l'histoire. Ils ont cogité, exploré toutes les options, inaccessibles aux experts du quotidien que sont les citoyen-ne-s. Ils ont fini sur la première lettre de l'alphabet. Ils auraient pu se mettre d'accord sur la lettre H, pour « grippe humaine », mais sont tombés sur un os : la grippe était « porcine. » Et mettre P à la place de A aurait porté un coup à la filière du cochon, au Cochonnou et aux cochonnailles, comme la grippe aviaire avait en son temps fragilisé le poulet. Bref trop de cochon aurait tué les cochons.

Et ce mauvais P risquait d'attirer l'attention sur une piste possible du foyer infectieux : une porcherie près de la capitale de l'Etat mexicain de Veracruz, filiale américano-mexicaine du groupe Smithfield Foods (plaisantes nourritures) qui y élève un million de pourceaux dans des conditions d'hygiène scandaleuses. Selon le Monde des millions de mouches se nourrissent au charnier des « charognes de porc pourrissant à l'air libre », puis s'en vont faire leur tour dans les communautés villageoises, victimes étonnantes de pneumonies galopantes. Comme quoi, tout n'est pas bon avec ces Cochons de Capitalistes. Avec un effort, on aurait pu parler de grippe CC. Cela aurait eu du chien comme nom, indiqué une possible responsabilité, évité de stigmatiser tous les éleveurs de truies et de verrats, voire même le Mexique tout entier.

Mais ouf, ces Cochons-là seront bien gardés et cette grippe ne sera pas nommée explici-

tement. Comme l'obésité et la malnutrition ne seront pas nommées maladies de type OMC (pour Opulence et Misère Capitalistes) et le mésothéliome de la plèvre le SRAP (pour Symptômes de Responsabilité Amianto Patronale).

Quant à notre grippe convenable, l'inconvenant, aux yeux du monde (moins le Mexique), aurait été d'avoir sa source dans la luxuriante, blanche et branchée Californie. Aussi le ministre de la Santé du Mexique a-t-il fait preuve d'une folle audace en évoquant la piste californienne. Une épidémie chez soi, c'est en effet à cause des autres, des voisins, des lointains. Et une histoire sans animaux malades de la grippe incite à une géographie hors de ses frontières. Mais le ministre a fait flop : l'Eden californien était trop proche, le voisin américain miaulait. Il fallait chercher l'épicentre « du côté de l'Asie et de la Chine » selon le gouverneur de l'Etat de Veracruz. Ou de l'Égypte. Ou du Mexique selon les non-Mexicains. Ou Nord de l'Amérique selon les Européens... La lettre A a donc fait consensus.

L'ennui dans cette histoire, en plus des morts, c'est que trop peu de médias, d'experts, de femmes et d'hommes politiques ont fait appel à l'intelligence des citoyen-ne-s, qui ne s'en laissent pas compter, sont capables de comprendre un problème à plusieurs dimensions, de maîtriser les risques d'une épidémie potentielle.

On me rétorquera : « Tu es bien optimiste avec le Citoyen ! ». C'est un peu vrai. L'autre soir, un mandarin adepte de la tautologie (un sou est un sou, *Le Malade imaginaire* est une pièce de Molière, etc.) m'expliquait, rageur, qu'« *une maladie était une maladie* ». J'ai eu envie de lui dire que c'était aussi un phénomène social, que des confrères à lui nommaient la tuberculose et le paludisme maladies de la misère, etc. « *Et si on se mettait à repenser sur la médecine et la société ?* », lui ai-je répondu. Il m'a regardé bizarrement tirant sur son cigare. En sortant de son cabinet, on espérait un courant d'air. Dehors, un artiste de rue chantait : « *Mexiico! Sous ton soleil qui chante... Tu seras toujours le paradis des cœurs... et de l'amour.* »

● Philippe Stierlin



**Après 1 007 heures et 6 semaines, la Ronde infinie des obstinés vient de lever le camp. Sur la place de l'Hôtel de Ville de Paris (ancienne Place de grève), les obstinés de l'université tournaient nuit et jour contre le projet Pécresse. Cette ronde était devenue le lieu de rendez-vous de passants anonymes qui partageaient quelques minutes de lutte. Un rendez-vous est déjà donné pour une marche du 21 mai 2009.**

**Que (ue) de manifs! (?)** Deux nouvelles journées de manifestations sont programmées par les centrales syndicales, les 26 mai et 13 juin. La première devrait prendre la forme d'initiatives décentralisées (sous des « modalités diverses ») et la seconde, qui aura lieu un samedi, sera une journée de manifestations. Le débat sur l'efficacité des journées nationales à échéance de plusieurs semaines et sur l'articulation avec les luttes en cours est devant nous.

**Délinquance.** Le Canard Enchaîné vient de révéler que des policiers en civil déguisés en faux manifestants ont participé à des provocations en direction des gendarmes mobiles lors de la fin de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai. Vachement drôle!

**Coopération mouvement social – politique.** Plusieurs organisations politiques de Savoie (Les Alternatifs, La Fédération, M'pep, NPA 73, PCF 73, PG 73) viennent de s'exprimer « Pour une coopération entre mouvement social et politique à gauche »: « Nous, qui militons dans des partis, des mouvements ou des collectifs politiques, vous proposons de commencer à construire, au plan local, de nouveaux liens de coopération du mouvement social et politique. [...] Nous souhaitons développer avec le mouvement social une relation tout à la fois respectueuse de son indépendance et attentive à ses revendications, afin de les faire reconnaître et de les porter dans le champ politique. Une relation qui ne se connaît pas d'interlocuteur privilégié. Une relation soucieuse, enfin, d'établir un dialogue continu et non pas limité aux seules périodes électorales. En Guadeloupe, le collectif LKP (Union contre l'Exploitation Outrancière), à l'origine d'un rap-

port de force gagnant, est un collectif constitué de syndicats, d'associations mais aussi de partis politiques. Même chose en Martinique et à la Réunion, où les forces sociales et politiques, unies, ont pu obtenir des augmentations de salaires et réduire les prix de produits alimentaires et pétroliers des grandes surfaces ». Les signataires invitent à une réunion publique sur ce thème le 15 mai 2009, de 18 heures à 22 heures, à l'espace Pierre Cot à Chambéry. La nécessité d'une convergence entre toutes les forces sociales et politiques commence-t-elle à émerger?

**Regards n° 62, en kiosque à partir du 6 mai 2009**



**A la une: Penseurs radicaux, les idées de la colère**

Alors que les conflits sociaux se radicalisent et que la réponse politique se fait attendre, la parole d'économistes et de philosophes critiques est de plus en plus audible. Les propositions alternatives sont-elles à la hauteur de la vigueur critique? Retour sur des idées portées par des penseurs tels qu'Alain Badiou, Isabelle Garo et Bernard Stiegler. A lire également aussi: Entretien avec Francis Wurtz/ Le grand Paris pour tous/ Guy Peellaert: l'art consommé des icônes. Inclus dans ce numéro, un hors-série de 48 pages: « Nos libertés terrorisées. Dix ans d'une dérive sécuritaire ». Toutes les infos sur [www.regards.fr](http://www.regards.fr)

**Vers un tournant pour la prévention du VIH.** Le Conseil national du sida (CNS) vient de rendre un avis concernant l'intérêt du traitement comme outil de prévention du VIH. Le CNS écrit notamment: « [...] un certain nombre de données scientifiques, en montrant que la mise sous traitement des personnes infectées réduit fortement le risque que ces personnes transmettent le virus par voie sexuelle, ouvrent une perspective nouvelle pour le contrôle de l'épidémie. Outre le bénéfice thérapeutique individuel qui justifiait et guidait sa prescription jusqu'ici, le traitement pourrait être utilisé également pour son impact sur le niveau des transmissions et devenir ainsi un outil capable, à un niveau collectif, d'enrayer la dynamique de l'épidémie ». Les associations de lutte contre le sida ont des approches divergentes de ce dossier (Lire leurs points de vue sur [www.combatenligne.fr](http://www.combatenligne.fr), rubrique sida).

**Jacob Zuma, élu président de l'Afrique du Sud**

Le chef du Congrès national africain (ANC) a été élu mercredi président de la République d'Afrique du Sud par le Parlement, deux semaines après les élections législatives, auxquelles 80 % des inscrits avaient participé, l'ANC obtenant 66 % des voix. Si la période semble avoir été marquée par un regain d'espoir des catégories populaires, le charisme du président Africain ne suffira pas pour relever les défis de la pauvreté et du développement, sans parler de la corruption généralisée ou de l'ampleur de l'épidémie du sida... D'ores et déjà, certaines forces syndicales et politiques soulignent qu'après des années de promesses non tenues, seule une mobilisation de la société conduira à des changements significatifs.